

## Réunion de la Commission des comptes de la Sécurité sociale Du flou et toujours plus d'austérité !

*vendredi, 7 juillet 2017*

---

À l'exception de la confirmation de la suppression du RSI (régime social des indépendants) sous sa forme actuelle et de son transfert au régime général, la ministre de la Santé, Agnès Buzin, et le ministre du Budget des comptes publics, Gérald Darmanin, n'ont fait aucune annonce précise. Celles-ci sont renvoyées à la Commission des comptes de septembre à l'occasion de la présentation du PLFSS pour 2018.

La ministre de la Santé a présenté quelques vœux pieux : réduire les inégalités d'accès aux soins et notamment le renoncement à des soins ; faire face au défi de la perte d'autonomie ; et sur ce que la ministre nomme « la révolution de la prévention », conçue comme une dimension globale, transversale aux autres politiques.

Cette priorité à la prévention rejoint les orientations de la CGT, dès lors que celle-ci est véritablement globale et ne se limite pas à la lutte contre le tabac, l'alcool et à la promotion et à l'obligation de la vaccination. Pour la CGT, cette prévention doit impérativement s'ancre dans une politique d'éducation et de promotion de la santé avec en priorité absolue la lutte contre le mal travail.

Malheureusement, tout cela se heurte à une politique fondée sur l'austérité réaffirmée par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale, le ministre du Budget, à partir du rapport de la Commission des comptes.

En réalité, un examen attentif du rapport montre que cette moindre amélioration ne tient pas à des dépenses plus élevées que prévues (ainsi le taux de croissance des dépenses d'assurance maladie en 2016, soit +1,8%, est le plus faible depuis 1997) mais à une croissance de la masse salariale plus faible, malgré les besoins en personnel pour répondre aux attentes des usagers. Il faut mettre fin à la politique de suppressions d'emplois dans la Sécurité sociale et renforcer l'effectif des CAF, si on veut réellement affronter la lutte contre la pauvreté.

Pour la CGT, c'est d'abord de la hausse des salaires et du retour au plein emploi couplés à une véritable politique de prévention et d'éducation que dépend l'équilibre financier de la Sécurité sociale.

Cette poursuite, voire cette aggravation de l'austérité risque de rendre totalement vaines les bonnes intentions affichées. De même, elle obère la capacité de la Sécurité sociale à faire face à ses missions. Il est urgent de rompre avec la politique de coups de rabot organisée par les précédentes conventions d'orientation et de gestion (COG).

Concernant l'avenir du RSI, sans se prononcer sur le fond, les évolutions envisagées seront irréalisables si le régime général ne dispose pas des moyens nécessaires.

Au regard des défis posés, la CGT porte des propositions pour une sécurité sociale renforcée et digne du XXIème siècle.

Montreuil, le 7 juillet 2017

---